

Aung San Suu Kyi entre au parlement

Le 02 mai 2012



Birmanie: Aung San Suu Kyi, ou le pragmatisme nécessaire d'une députée

Le Parisien - 03.05.2012

Aung San Suu Kyi a longtemps présenté le visage d'une opposante acharnée et jusqu'au-boutiste, mais l'icône birmane devenue députée est désormais une actrice du jeu politique condamnée aux compromis avec, selon les analystes, ses adversaires comme ses alliés.

En prêtant serment mercredi devant le Parlement, après avoir échoué à faire modifier le texte qui lui était imposé, la lauréate du prix Nobel de la paix a semble-t-il mis les grands principes au second plan.

Avec sa Ligue nationale pour la démocratie (LND), elle dénonce depuis le premier jour la Constitution de 2008 qui accorde aux militaires des pouvoirs écrasants.

Mais elle ne pouvait éternellement refuser de siéger, après avoir été élue triomphalement aux partielles du 1er avril par un peuple qui attend d'elle rien moins que des miracles.

Car lundi, lorsque le secrétaire général de l'ONU Ban Ki moon a prononcé le premier discours d'un dignitaire étranger devant le Parlement, elle a surtout brillé par son absence.

"La LND a donné l'impression, encore une fois, d'avoir raté le train", estime Renaud Egreteau, expert de la Birmanie à l'université de Hong Kong. Résultat, selon lui, d'une division entre ceux qui refusent de coopérer avec les militaires, et une ligne plus pragmatique dont Aung San Suu Kyi se rapprocherait.

"Peut-être voit-on enfin Aung San Suu Kyi s'émanciper des caciques de son parti", ajoute-t-il. Mais elle n'en respecte pas moins profondément ses compagnons de lutte, respectueusement surnommés les "Oncles". Et "la culture birmane fait que l'on ne remet pas facilement en cause l'autorité des anciens".

En tant que députée, Suu Kyi va maintenant devoir plancher sur des sujets concrets, de l'aide étrangère au développement, en passant par la refonte du système de santé et de l'éducation. Il lui faudra accepter de céder du terrain sur certains dossiers pour mieux en gagner sur d'autres.

Le temps est loin de son premier discours de 1988, en pleine révolte étudiante (3.000 morts), et des 15 années de résidence surveillée au cours desquelles rien ni personne ne semblait pouvoir la faire plier.

Ses partisans n'ont pas oublié ce mois de juillet 1998 lorsqu'elle était restée six jours dans sa voiture, coincée par la junte, sur un pont à 26 kilomètres de Rangoun.

Déterminée à se rendre en province malgré l'interdiction du pouvoir, elle n'avait rebroussé chemin que lorsqu'un soldat avait lui-même pris le volant. Applaudie en Occident, elle s'était vue reprocher par le régime d'avoir "refusé obstinément toute tentative de persuasion".

Aujourd'hui, l'heure est pour tout le monde au dialogue et aux marchandages. Sein, député du Parti du développement des nationalités Rakhines, revendique ainsi et sa liberté, et ses dispositions à discuter avec la LND.

"S'ils veulent travailler en accord avec notre programme, nous nous tiendrons avec eux. Sinon, nous ne le ferons pas", a-t-il expliqué à l'AFP, ravi de voir arriver une force nouvelle au sein du parlement.

Même les 25% de militaires présents dans l'hémicycle peuvent s'écarter des logiques partisans, a-t-il précisé, ouvrant la porte à des opportunités politiques. "Nous avons constaté que les députés de l'armée votaient au soutien de nos propositions parfois, lorsque le vote est effectué à bulletin secret."

Quant à la priorité annoncée de Suu Kyi --modifier la Constitution-- les experts pronostiquent qu'elle devra la faire passer au second plan.

"Certains hauts responsables au gouvernement ont indiqué en privé que la Constitution n'était pas gravée dans la pierre", assure Jim Della-Giacoma, du groupe de réflexion International crisis group.

Mais le dossier ne doit pas tout bloquer, estime-t-il. Vouloir par exemple mettre fin rapidement à la présence de l'armée au Parlement "peut potentiellement transformer les soldats en adversaires du changement, plutôt qu'en alliés".

Le vrai enjeu, pour l'opposition, est de préparer les législatives de 2015. "Il y a un gros travail pour conserver la dynamique de réformes", conclut l'analyste.

En Birmanie, Aung San Suu Kyi célèbre la "victoire du peuple"

Aung San Suu Kyi élue députée selon son parti

Genève le 02 avril 2012



Suu Kyi affrontait le verdict des urnes pour la première fois depuis...



La Joie...



Avec son peuple



L'opposante birmane [Aung San Suu Kyi](#), qui a remporté dimanche 1^{er} avril son premier siège de députée à Kawhmu, une circonscription rurale à deux heures de Rangoun, selon des résultats revendiqués par son parti (la Ligue nationale pour la démocratie, LND), a salué la "victoire du peuple" dans un communiqué et demandé à ses partisans de s'[abstenir](#) de tout débordement. "Je voudrais [demander](#) à tous les membres de la LND d'être particulièrement

attentifs, en particulier au fait que la victoire du peuple soit une victoire digne", a déclaré la lauréate du prix Nobel de la paix après des élections partielles historiques.

Bien avant la moindre communication officielle de la commission électorale, la Ligue nationale pour la démocratie a tablé dimanche soir sur des victoires dans tout le pays et affirmé qu'Aung San Suu Kyi avait triomphé dans sa circonscription de Kahwmu. Les résultats définitifs ne seront connus que dans une semaine, mais les proches de l'opposante se sont empressés de déclarer sa victoire.

Des milliers de partisans ont hurlé leur joie et chanté jusque tard dans la soirée devant le siège du parti à Rangoun. *"Il est normal que les membres de la LND et ses partisans soient heureux en ce moment. Mais des propos, comportements et activités qui pourraient [faire](#) du tort aux autres organisations et personnes doivent être bannis",* a ajouté M^{me} Suu Kyi dans un texte publié dimanche soir.

Considérée il y a encore deux ans comme l'ennemie publique numéro un par la junte alors au pouvoir, Suu Kyi affrontait le verdict des urnes pour la première fois. Après 15 ans de résidence surveillée, l'opposante Aung San Suu Kyi vient d'être élue députée en Birmanie, a annoncé son parti, la Ligue nationale pour la [démocratie](#) (LND). Elle aurait remporté 99% des voix dans sa circonscription rurale de Kahwmu, a déclaré à l'AFP Soe Win, un cadre de la Ligue, tandis que des milliers de partisans hurlaient leur joie et chantaient devant le siège du parti à Rangoun.

[Les Birmans votaient ce dimanche dans des élections partielles historiques](#)

, un test majeur pour la crédibilité internationale du nouveau régime, que l'opposition a toutefois accusé d'irrégularités. Les électeurs ont commencé leur devoir civique comme prévu à 6 heures locales (samedi 1h30 à [Paris](#)). Les bureaux de vote étaient censés fermer à 16 heures locales (10h30 à Paris). «Aung San Suu Kyi a remporté 82% des voix» a déclaré à la mi-journée Tin Oo, un cadre de la Ligue, tandis que des centaines de partisans de l'opposante hurlaient leur joie et chantaient devant le siège du parti, à Rangoun. L'opposition assure par ailleurs être «en tête» pour les 44 sièges où elle se présente.

Irrégularités?

L'opposition avait dénoncé ce matin (7 heures à Paris) des irrégularités sur les bulletins de vote. «C'est le cas partout dans le pays, la commission électorale est responsable de ce qui se passe», a déclaré Nyan Win, du parti de Suu Kyi, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), en précisant qu'une plainte serait déposée. «Les [élections](#) ont l'air de bien se passer pour l'instant», avait pourtant estimé un peu plus tôt à Phnom Penh Surin Pitsuwan, le secrétaire général de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean), qui a envoyé des observateurs sur place.

Suu Kyi était favorite

Considérée il y a encore deux ans comme l'ennemie publique numéro un par la junte alors au pouvoir, Suu Kyi était très largement favorite même si elle affronte le verdict des urnes pour la première fois. Après avoir mis un terme à ses derniers déplacements à la suite de problèmes de santé mineurs, Suu Kyi semblait en meilleure forme, tout sourire alors qu'elle déambulait dimanche dans les villages de sa circonscription. Un total de 45 sièges sont en jeu dont 44 brigüés par la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de Suu Kyi: 37 à la chambre basse du parlement, six à la chambre haute et deux dans des chambres régionales.

Un pouvoir en place en quête de crédibilité internationale.

Le gouvernement, composé d'anciens militaires réformateurs arrivés au pouvoir il y a un an, tente de prouver que ses réformes politiques sont sincères et peuvent justifier la levée des sanctions occidentales qui étranglent l'économie du pays. Au terme d'un processus de transition non violent et sous contrôle de l'armée, cette nouvelle équipe a proposé à Suu Kyi d'intégrer l'échiquier politique officiel. Selon tous les analystes, le gouvernement a lui-même intérêt à voir l'opposante triompher sous le regard de la communauté internationale. Suu Kyi a dénoncé une campagne pleine d'irrégularités.

Mais elle a aussi revendiqué le besoin de participer - donc de légitimer - le processus en cours pour changer les choses de l'intérieur. «Une fois au parlement, nous pourrions travailler pour une véritable démocratisation», a-t-elle justifié vendredi.

Ne pas reproduire «l'occasion manquée» de 2010

Aung San Suu Kyi avait triomphé aux élections de 1990, sans que la junte ne reconnaisse jamais les résultats. Elle était encore en résidence surveillée vingt ans plus tard, en novembre 2010, lors de législatives boycottées par la LND et qualifiées de mascarade par l'Occident. «Le processus électoral de 2010 (...) a représenté une opportunité ratée (...) Cela ne doit pas se reproduire alors que la Birmanie entre dans une ère nouvelle et plus ouverte», a estimé l'envoyé spécial de l'ONU sur les droits de l'Homme en Birmanie, Tomas Ojea Quintana. Quels que soient les résultats, le pouvoir n'a pour sa part rien à craindre de ces partielles. Le Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP), créé de toutes pièces par l'ancienne junte, avait revendiqué environ 80% des sièges en 2010. Et un quart des parlementaires sont, en vertu de la Constitution, des militaires d'active désignés en marge du processus électoral.
